

Saint Martin d'Hères,
Le mardi 10 avril 2012

Chères administratrices, chers administrateurs,

Lors du CA du 14 mars, nous avons convenu ensemble de la nécessité de mettre en place un groupe de travail pour accompagner la démarche-projet. L'objectif était de permettre de donner un débouché positif et constructif à l'expression des nombreux adhérents qui s'étaient déplacé à l'Assemblée Générale du 9 mars.

La première réunion du groupe de travail a permis de délimiter plus particulièrement la mission essentielle des administrateurs : veiller à la mise en place de méthodologies adéquates pour garantir la participation de l'ensemble des parties prenantes. Dans cette optique, les réunions ouvertes sont apparues comme l'une des modalités possibles, souhaitables mais non exclusives permettant de venir nourrir un futur projet de gestion. La proposition d'une élaboration hybride (par allers-retours entre les différents espaces de travail) et garantie par les administrateurs n'a quant à elle visiblement pas suffisamment fait consensus.

La publication de l'appel d'offres a semble-t-il quelque peu bousculé le calendrier et échauffé les esprits, ouvrant à nouveau ce qui a été qualifié à plusieurs reprises comme « l'ère du soupçon ». Cette situation ne date pas d'hier. L'apparition au grand jour du collectif "Sauvons Eponyme", porteur de deux motions et de quatre candidatures au Conseil d'Administration s'est déroulée lors d'une assemblée générale houleuse. Trois membres de ce collectif ont été élus à cette occasion.

Cette nouvelle donne comprenant l'arrivée de nouveaux membres dans le CA, la réélection d'un bureau et la mise en route du travail sur le projet aurait dû permettre de stopper en partie la remise en cause permanente des instances et des décisions qui y sont prises de donner un nouvel élan (vital) à l'association. Ces dernières semaines ont au contraire vu se multiplier les attaques à travers la diffusion de documents infamants ou d'informations non encore validées ou inexactes.

Une demande d'AGE signée par 8 administrateurs a été transmise à l'ensemble des membres du Conseil d'Administration le 30 mars dernier, jour de la 1ère réunion ouverte aux adhérents. Un Conseil d'Administration convoqué d'urgence pour répondre à cette demande s'est réuni le 6 avril 2012. Malheureusement, aucun des administrateurs signataires de la demande d'AGE n'a pu ou voulu se rendre disponible ce soir-là pour expliquer sa demande.

Cinq administrateurs ont par ailleurs tenté d'imposer une date et un ordre du jour à cette AGE en anticipant la décision du CA, en donnant à leur demande l'apparence d'une convocation et en diffusant de fait de fausses informations aux adhérents. Or toute association est régie par des règles, et quelles que soient les divergences, nous devons à l'ensemble de nos adhérents et de nos partenaires de les respecter. Le CA sera prochainement amené à se prononcer sur ces comportements.

Ces événements aggravent la situation de précarité terrible quant à la crédibilité et la stabilité de l'association, et donc sa capacité à remporter le nouvel appel à projet en DSP pour la gestion de l'Espace Vie Etudiante.

Soucieux du respect des statuts de l'association, les administrateurs présents ont acté la convocation de l'AGE demandée (à la date du 23 avril, conformément aux articles 16.4 et 16.5 de nos statuts) et fixé l'ordre du jour paraissant à leur yeux le mieux à même de répondre aux défis qui attendent l'association :

- Point sur la situation de l'association
- Débat sur les orientations
- Débat sur le fonctionnement

Le plus important semble de plus en plus occulté : nous sommes tous convaincus que la gestion étudiante est la plus à même de répondre aux besoins des étudiants. Elle est aujourd'hui mise à mal par les dissensions internes et l'expression de ces dissensions à l'extérieur. L'actuel fonctionnement par ultimatums successifs ne permet de dégager aucune marge de manœuvre pour permettre aux différentes parties de trouver un chemin commun. Il a semblé aux administrateurs présents lors du CA du 6 avril que la donation d'une partie des actifs d'Eponyme permettrait de sortir de cette lutte des places au sein d'Eponyme et de permettre à chacun de tracer son chemin. Elle répond aussi à la philosophie de l'association en cela qu'elle permet de reconnaître à toute association étudiante une égale chance de défendre un projet de gestion du bâtiment alloué au service des étudiants.

Force est de constater que nos actuels statuts ne permettent ni l'exercice démocratique et transparent, ni une gouvernance sereine de l'association. Nous sommes aujourd'hui dans une impasse, et la guerre procédurale dans laquelle nous sommes enfermés chaque jour davantage nous met dans l'impossibilité d'envoyer une réponse commune à l'appel d'offre. Une modification statutaire, non concertée et conduite dans l'urgence ne réglerait rien, bien au contraire.

Tristes de ce constat, nous actons que le seul choix responsable que nous, administrateurs, pouvons faire pour sauvegarder la gestion étudiante du bâtiment EVE est de ne pas déposer de réponse à l'appel d'offres DSP au nom de l'association Eponyme et de permettre à d'autres projets d'émerger plus sereinement.

Les membres présents au Conseil d'Administration du 6 avril 2012

Hayat LOUKILI - Amandine DUPRAZ - Jérôme CUCAROLLO - Marie-Charlotte PIERRE - Gilles AUMJAUD - Laure MARTIN - Julien MASSAT - Katia BACHER - Pedro OLIVAS

Un membre représenté Conseil d'Administration du 6 avril 2012

Jean-Marc CHEVALIER - Quốc Dũng NGÔ